



RCS : BELFORT

Code greffe : 9001

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BELFORT atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1988 D 40040

Numéro SIREN : 347 939 753

Nom ou dénomination : SCI MONT BART I

Ce dépôt a été enregistré le 15/03/2016 sous le numéro de dépôt 673

greffe

S.C.I. MONT BART I

Société Civile au Capital de 763.769,58 Euros

Siège Social : ZAC du Pied des Gouttes
25200 MONTBELIARD

347 939 753 R.C.S. BELFORT

ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES

DU 16 DECEMBRE 2015

Le SEIZE DECEMBRE

De l'An DEUX MIL QUINZE, à DIX NEUF Heures, les Associés de la société « S.C.I. MONT BART 1 », Société Civile, au Capital de SEPT CENT SOIXANTE TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE NEUF EUROS ET CINQUANTE HUIT CENTIMES (763.769,58 €), divisé en CINQUANTE MILLE CENT (50.100) parts sociales, dont le Siège est à MONTBELIARD (Doubs) - ZAC du Pied des Gouttes,

SE SONT REUNIS au Siège Social, sur la convocation qui leur a été faite par la Gérance.

La séance est ouverte sous la Présidence de : Monsieur David GENE BRIER, Gérant.

Le Président constate :

- QUE SONT REPRESENTEES

- La société « **MONTBEDIS** », propriétaire de CINQUANTE MILLE QUATRE-VINGT DIX NEUF parts sociales, ci 50.099
Par Monsieur **David GENE BRIER**, représentant légal de la Société.

- La société « **SOCIETE COOPERATIVE D'APPROVISIONNEMENT ALSACE - SCAPALSACE** », propriétaire d'UNE part sociale, ci 1
Par Monsieur **Daniel PRUNIER**, représentant légal de la Société.

TOTAL DES PARTS PRESENTES ET REPRESENTEES :
CINQUANTE MILLE CENT, ci 50.100

Le Président constate, en conséquence, que l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions en nombre des associés représentant au moins les deux tiers du capital social.

Puis, il rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

ORDRE DU JOUR

- Modification de l'article 8 des statuts suite à une cession de part sociale intervenue dans la Société.
- Changement de date de clôture de l'exercice social.
- Modification corrélative de l'article 18 des statuts.
- Refonte des statuts sociaux.
- Pouvoirs, Formalités, Publicité.
- Questions diverses.

Le Président dépose sur le Bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- Le rapport de la Gérance,
- Le texte des résolutions qui seront proposées au vote de l'Assemblée.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la Gérance.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion. Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, pour faire suite à une cession de part sociale intervenue dans la Société en date du 26 Janvier 2015, décide de modifier l'article 8 des statuts qui sera désormais rédigé de la façon suivante, savoir :

« Article 8 - REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SEPT CENT SOIXANTE TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE NEUF EUROS ET CINQUANTE HUIT CENTIMES (763.769,58 €).

Il est divisé en CINQUANTE MILLE CENT (50.100) parts sociales entièrement libérées, numérotées de 1 à 50.100, et attribuées aux Associés de la façon suivante :

- A la société "**MONTBEDIS**", à concurrence de CINQUANTE MILLE QUATRE-VINGT DIX NEUF parts sociales, portant les numéros 1 à 550, et 552 à 50.100, ci 50.099
- A la société "**SCAPALSACE**", à concurrence d'UNE part sociale, portant le numéro 551, ci 1

**TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE
CAPITAL SOCIAL : CINQUANTE MILLE CENT, ci 50.100 »**

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier la date de clôture de l'exercice social initialement fixée au 31 Décembre de chaque année, et de la fixer au **31 Janvier** de chaque année.

En conséquence, l'exercice en cours s'étendra du **1^{er} Janvier 2015** au **31 Janvier 2016**.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 18 des statuts qui sera désormais rédigé de la façon suivante :

« Article 18 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le PREMIER FEVRIER et se termine le TRENTE ET UN JANVIER de chaque année.

(le reste est purement supprimé).»

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de procéder à une refonte complète des statuts.

Le Président de Séance fait une lecture complète devant l'Assemblée. Chaque article est adopté sans observation.

L'Assemblée Générale adopte en conséquence l'intégralité des modifications apportées aux statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

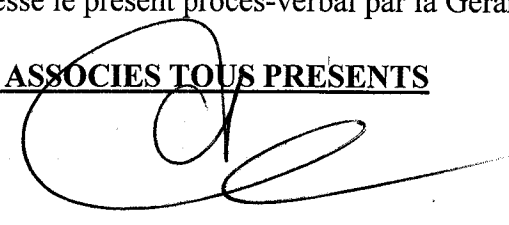
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité afférentes aux résolutions qui précèdent et notamment à Monsieur David GENE BRIER à l'effet de signer tous actes et pièces et généralement faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal par la Gérance.

LES ASSOCIES TOUS PRESENTS



S.C.I. MONT BART I

Société Civile au capital de 763.769,58 Euros

Siège Social : ZAC du Pied des Gouttes
25200 - MONTBELIARD

347 939 753 RCS BELFORT

CESSION DE PART SOCIALE

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur **Bernard CANONNE**, demeurant à ROUGEMONT LE CHATEAU (Territoire de Belfort) – 25, rue d'Etueffont, divorcé non bénéficiaire d'un pacte civil de solidarité.

Né à BESANCON (Doubs),
Le 21 Juin 1953,
De nationalité Française.

Ci-après dénommé "**LE CEDANT**"
D'UNE PART,

ET :

- La société « **Société Coopérative d'Approvisionnement ALSACE - SCAPALSACE** », Société Anonyme Coopérative à Capital Variable, dont le siège est à COLMAR (Haut Rhin) – Rue du Ladhof,

Ladite société immatriculée au registre du commerce et des sociétés de COLMAR sous le numéro 334 382 298,

A ce représentée par Monsieur Daniel PRUNIER, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes d'un Conseil d'Administration.

Ci-après dénommée "**LE CESSIONNAIRE**",
D'AUTRE PART,

**PREALABLEMENT A LA CESSION DE PART SOCIALE FAISANT L'OBJET
DES PRESENTES, ONT EXPOSE CE QUI SUIIT :**

Be //

EXPOSE

Suivant acte sous signatures privées en date à MONTBELIARD (Doubs), du 18 Juillet 1988, enregistré à MONTBELIARD, le 5 Août 1988, Bordereau 274/3, Folio 37, il a été constitué sous la dénomination « **SCI MONT BART I** » pour une durée de QUATRE-VINGT DIX NEUF années à compter du 7 Septembre 1988, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, une Société Civile Immobilière, dont le Siège Social est actuellement à MONTBELIARD (Doubs) – ZAC du Pied des Gouttes.

Le Capital Social, formé uniquement d'apports en numéraire a été fixé initialement à la somme de DIX MILLE FRANCS (10.000 Frs), soit 1.524,49 Euros et divisé en CENT (100) parts de CENT FRANCS (100 Frs), soit 15,24 Euros, chacune de montant nominal, numérotées de 1 à 100, entièrement libérées et réparties entre les Associés en proportion de leurs apports respectifs.

Le capital social s'élève aujourd'hui à la somme de SEPT CENT SOIXANTE TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE NEUF EUROS ET CINQUANTE HUIT CENTIMES (763.769,58 €), et est divisé en CINQUANTE MILLE CENT (50.100) parts sociales entièrement libérées, numérotées de 1 à 50.100, et attribuées aux Associés de la façon suivante :

- A la société "**MONTBEDIS**", à concurrence de CINQUANTE MILLE QUATRE-VINGT DIX NEUF parts sociales, portant les numéros 1 à 550, et 552 à 50.100, ci 50.099
- A Monsieur **Bernard CANONNE**, à concurrence d'UNE part sociale, portant le numéro 551, ci 1

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL :
CINQUANTE MILLE CENT, ci.....50.100

La Société est aujourd'hui gérée et administrée par Monsieur Bernard CANONNE, Gérant.

Sous l'article 12 des statuts, il a été expressément stipulé que les parts sociales sont librement cessibles entre Associés, ainsi qu'au profit du conjoint, des ascendants ou descendants du cédant, mais qu'elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec le consentement de la Société exprimé à la majorité en nombre de tous les associés, y compris le cédant représentant ensemble au moins les deux tiers du capital social.

La constitution de cette Société a été régulièrement publiée par insertion dans le journal d'annonces légales "LA TERRE DE CHEZ NOUS" en date du 20 Août 1988.

Enfin, la Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BELFORT sous le numéro 347 939 753.

CECI EXPOSE, IL EST PASSE COMME SUIT A LA CESSION DE PART SOCIALE, OBJET DES PRESENTES :

EXPOSE

Suivant acte sous signatures privées en date à MONTBELIARD (Doubs), du 18 Juillet 1988, enregistré à MONTBELIARD, le 5 Août 1988, Bordereau 274/3, Folio 37, il a été constitué sous la dénomination « **SCI MONT BART I** » pour une durée de QUATRE-VINGT DIX NEUF années à compter du 7 Septembre 1988, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, une Société Civile Immobilière, dont le Siège Social est actuellement à MONTBELIARD (Doubs) – ZAC du Pied des Gouttes.

Le Capital Social, formé uniquement d'apports en numéraire a été fixé initialement à la somme de DIX MILLE FRANCS (10.000 Frs), soit 1.524,49 Euros et divisé en CENT (100) parts de CENT FRANCS (100 Frs), soit 15,24 Euros, chacune de montant nominal, numérotées de 1 à 100, entièrement libérées et réparties entre les Associés en proportion de leurs apports respectifs.

Le capital social s'élève aujourd'hui à la somme de SEPT CENT SOIXANTE TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE NEUF EUROS ET CINQUANTE HUIT CENTIMES (763.769,58 €), et est divisé en CINQUANTE MILLE CENT (50.100) parts sociales entièrement libérées, numérotées de 1 à 50.100, et attribuées aux Associés de la façon suivante :

- A la société "**MONTBEDIS**", à concurrence de CINQUANTE MILLE QUATRE-VINGT DIX NEUF parts sociales, portant les numéros 1 à 550, et 552 à 50.100, ci 50.099
- A Monsieur **Bernard CANONNE**, à concurrence d'UNE part sociale, portant le numéro 551, ci 1

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL :	
CINQUANTE MILLE CENT, ci.....	50.100

La Société est aujourd'hui gérée et administrée par Monsieur Bernard CANONNE, Gérant.

Sous l'article 12 des statuts, il a été expressément stipulé que les parts sociales sont librement cessibles entre Associés, ainsi qu'au profit du conjoint, des ascendants ou descendants du cédant, mais qu'elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec le consentement de la Société exprimé à la majorité en nombre de tous les associés, y compris le cédant représentant ensemble au moins les deux tiers du capital social.

La constitution de cette Société a été régulièrement publiée par insertion dans le journal d'annonces légales "LA TERRE DE CHEZ NOUS" en date du 20 Août 1988.

Enfin, la Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BELFORT sous le numéro 347 939 753.

CECI EXPOSE, IL EST PASSE COMME SUIT A LA CESSION DE PART SOCIALE, OBJET DES PRESENTES :

CESSION DE PART SOCIALE

Par les présentes, Monsieur **Bernard CANONNE**, soussigné de première part, cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à la société « **SCAPALSACE** », à ce représentée par Monsieur Daniel PRUNIER, es-qualités, soussigné de seconde part, qui accepte, UNE (1) part sociale, entièrement libérée, portant le numéro 551, qu'il possède dans la Société sus-nommée, ainsi qu'il a été expliqué dans l'exposé qui précède.

Le Cessionnaire sera propriétaire de la part cédée à compter de ce jour, avec tous les droits y attachés, il aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée à ladite part.

A cet effet, le Cédant met et subroge le Cessionnaire dans tous les droits et actions attachés à la part cédée.

Il est précisé qu'il n'a été délivré aucun titre représentatif de la part présentement cédée et que sa propriété résulte seulement des actes sus-énoncés en l'exposé qui précède et que le Cessionnaire déclare bien connaître.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de **QUINZE EUROS ET VINGT QUATRE CENTIMES (15,24 €)** que le Cessionnaire a payé comptant ce jour au Cédant, qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance sans réserve.

DONT QUITTANCE

AGREMENT DE LA CESSION

Par décision en date du 9 Janvier 2015, la collectivité des Associés de la Société a donné son consentement à la présente cession et agréer la société « **SCAPALSACE** » en qualité de nouvel associé, conformément à l'article 12 des statuts.

ORIGINE DE PROPRIETE

La part cédée constitue un bien propre de Monsieur Bernard CANONNE pour l'avoir acquise à titre onéreux de Monsieur Didier MENNECHET par acte sous seing privé en date du 3 Juillet 2000 moyennant le prix de CENT FRANCS (100 Frs), soit **QUINZE EUROS ET VINGT QUATRE CENTIMES (15,24 €)**.

DECLARATIONS GENERALES

- 1) Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui les concerne :
 - qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou de déconfiture ;

Bc

- et qu'ils sont résident français ou société française au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2) Le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires de la part cédée, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celle-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que la part cédée est libre de tout nantissement ou promesse de nantissement ;
- et que la société dont la part est présentement cédée n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

SIGNIFICATION

Les parties renoncent expressément à la signification de la présente cession visée à l'article 1690 du Code Civil, et sera remplacée par un simple dépôt de l'acte au Siège de la Société, valant signification.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts,
- et que la Société dont les parts sont présentement cédées est une société à prépondérance immobilière et n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés.
- que le montant des droits d'enregistrement de la présente cession calculé conformément à l'article 55 de la loi de finances rectificative pour 2014, n° 2014-1655 du 29 Décembre 2014 publiée au Journal Officiel n° 0301 du 30 Décembre 2014, s'élève au montant du droit fixe minimum de **VINGT CINQ EUROS (25 €)**.

Calcul du droit d'enregistrement dû :

15,24 € X 5 % = 0,762 € arrondi à 1 Euro soit application du droit fixe minimum de 25 €

Les parties rappellent ici, en tant que de besoin que le Centre des Impôts dont dépend le cédant est : SIP BELFORT NORD – Centre des Finances Publiques – 1, Place de la Révolution Française – 90022 BELFORT

TAXATION DE LA PLUS VALUE

La présente cession ne dégagant aucune plus value au bénéfice du Cédant, les parties n'établiront pas l'imprimé CERFA n° 2048.

Bx W

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

La présente cession de part sociale n'est pas soumise au droit de préemption urbain visé à l'article L 213-1 du Code de l'Urbanisme, celle-ci ne portant pas sur plus de la moitié du Capital Social ne conduit pas l'acquéreur à détenir plus de la moitié du capital social.

MENTION

Mention des présentes sera consentie pour avoir lieu partout où besoin sera.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile chacune en leur siège social ou domicile respectif indiqué en tête des présentes.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront à la charge exclusive du Cessionnaire qui s'y oblige.

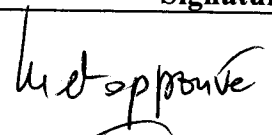
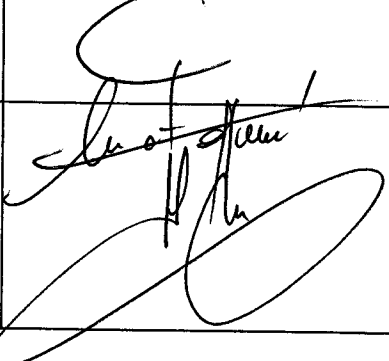
Acte établi sur 5 pages

Comprenant :

Mot Nul

Mot Ajouté

Fait et passé en CINQ ORIGINAUX dont UN pour
l'Enregistrement, UN pour la formalité de dépôt
au Greffe et UN pour la signification au Siège Social.
A MONTBELIARD (Doubs)
L'AN DEUX MIL QUINZE
Le 26 Janvier

Prénom Usuel - NOM	Signatures
Monsieur Bernard CANONNE	
La société « SCAPALSACE » représentée par M. Daniel PRUNIER	

Enregistré à : S.I.E DE COLMAR - POLE ENREGISTREMENT

Le 05/03/2015 Bordereau n°2015/189 Case n°13

Ext 1215

Enregistrement : 25 €

Pénalités : 3 €

Total liquidé : vingt-huit euros

Montant reçu : vingt-huit euros

L'Agence administrative des finances publiques

greffe

S.C.I. MONT BART I

Société Civile au capital de 763.769,58 Euros

Siège Social : ZAC du Pied des Gouttes
25200 - MONTBELIARD

347 939 753 RCS BELFORT

STATUTS MIS A JOUR

AU 16 DECEMBRE 2015

Article 1er - FORME

La présente Société est régie par les dispositions générales et spéciales des articles 1832 à 1870-1 du Code Civil et du Décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978 et des textes subséquents.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne, ni émettre des titres négociables.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- L'acquisition d'un ensemble immobilier situé à MONTBELIARD (Doubs) , se composant d'une parcelle cadastrée Section BT numéro 174 pour une contenance de 3 Hectares, 69 Ares, 78 Centiares, et de divers bâtiments à usage commercial édifiés sur ladite parcelle.

- La propriété, la gestion, la location et l'administration par tous moyens à sa convenance, de tout ou partie de cet immeuble ainsi que de tous biens ou droits immobiliers qu'elle viendrait à acquérir par la suite.

- La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant à cet objet ou contribuant à sa réalisation, pourvu que ces opérations n'aient pas pour conséquence d'altérer son caractère civil.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : « **SCI MONT BART I** ».

Elle doit figurer sur tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Elle doit être précédée ou suivie des mots " Société Civile " suivie de l'indication du capital social.

Article 4 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la Société est de **QUATRE-VINGT DIX NEUF (99) années** à compter du 7 Septembre 1988, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Article 5 - SIEGE

Le Siège de la Société est fixé à **MONTBELIARD (Doubs) – ZAC du Pied des Gouttes**.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la même commune par simple décision de la Gérance et partout ailleurs, par une décision des Associés prise dans les conditions prévues à l'article 16 pour la modification des statuts.

Articles 6 & 7- APPORTS ET FORMATION DU CAPITAL

1/ - Il a été fait apport, lors de la constitution de la Société, d'une somme en numéraire de DIX MILLE (10.000 Frs) Francs, soit MILLE CINQ CENT VINGT QUATRE EUROS ET QUARANTE NEUF CENTIMES, ci 1.524,49 €

2/ - Par Assemblée Générale des Associés en date du 2 Décembre 1994, il a été décidé d'augmenter le capital de CINQ MILLIONS (5.000.000 Frs) Francs, soit SEPT CENT SOIXANTE DEUX MILLE DEUX CENT QUARANTE CINQ EUROS ET NEUF CENTIMES, par apport en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, ci 762.245,09 €

Article 8 - REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SEPT CENT SOIXANTE TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE NEUF EUROS ET CINQUANTE HUIT CENTIMES (763.769,58 €).

Il est divisé en CINQUANTE MILLE CENT (50.100) parts sociales entièrement libérées, numérotées de 1 à 50.100, et attribuées aux Associés de la façon suivante :

- A la société "MONTBEDIS", à concurrence de CINQUANTE MILLE QUATRE-VINGT DIX NEUF parts sociales, portant les numéros 1 à 550, et 552 à 50.100, ci 50.099
- A la société "SCAPALSACE", à concurrence d'UNE part sociale, portant le numéro 551, ci 1

**TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT
LE CAPITAL SOCIAL : CINQUANTE MILLE CENT, ci 50.100**

Article 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

1. - Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois, par une décision collective des associés prise dans les conditions prévues aux articles ci-après pour la modification des statuts, en représentation d'apport en nature ou en numéraire ou par capitalisation de tout ou partie des bénéfices ou des réserves. Ces augmentations du capital sont réalisées par création de parts sociales nouvelles, ordinaires ou privilégiées ; elles peuvent l'être aussi par élévation corrélative du montant nominal des parts existantes en cas de capitalisation de bénéfices ou de réserves.

Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans son consentement.

La décision collective portant augmentation du capital par apport nouveau peut exiger une prime dont elle fixe le montant et l'affectation.

En aucun cas, les parts sociales ne peuvent faire l'objet d'une souscription publique.

Toute personne entrant dans la Société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales, en vertu de l'article 12, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

2. - Le capital social peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés prise dans les conditions prévues aux articles ci-après pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen d'un remboursement aux associés, d'un rachat de parts ou d'une réduction du montant nominal ou du nombre des parts.

3. - Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts.

Article 10 - REPRESENTATION DES PARTS - DROITS ET OBLIGATIONS - RESPONSABILITE

1. - Il n'est créé aucun titre représentatif des parts sociales.

Le titre et les droits de chaque associé résultent simplement des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts sociales régulièrement consenties.

Il ne peut être émis de titres négociables en représentation des parts sociales.

2. - A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses parts sociales.

3. - A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs parts sociales à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

4. - Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

5. - Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la Société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé, s'il n'est pas soumis à agrément par application des dispositions de l'article 12. L'indivisaire, par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois.

Les dispositions de l'alinéa qui précède sont applicables à chaque nu-propiétaire de parts sociales grevées d'usufruit.

Le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier. S'il existe plusieurs nus-propiétaires pour les mêmes parts sociales, les dispositions de l'alinéa 2 du présent paragraphe sont applicables.

Article 11 - CESSIONS DE PARTS SOCIALES - FORMALISME

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par transfert sur les registres de la Société.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et sa publicité qui est accomplie par dépôt, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés, de deux copies authentiques de l'acte de cession, s'il est notarié, ou de deux originaux, s'il est sous seing privé.

Entre deux époux associés, les cessions de parts faites par l'un ou l'autre doivent, pour être valables, résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

Article 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES - AGREMENT

1. - Cessions entre vifs.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés ainsi qu'au profit d'un ascendant et d'un descendant du cédant.

Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec le consentement de la Société exprimé à l'unanimité des Associés. Ces dispositions visent toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la Société et à chacun des associés.

La gérance prend toutes dispositions nécessaires pour consulter les associés à ce sujet, selon les formes prévues à l'article 15.

Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La Société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés, ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui, le cas échéant, doit être agréé à l'unanimité des associés, en ce non compris les parts du cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la Société, ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée.

Sauf convention contraire entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la Société avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la Société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la Société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la Société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident, à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la Société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti, sont applicables au cas où la Société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

2. – Nantissement, cession et attribution forcées ou conventionnelles de parts sociales.

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté, soit par acte authentique, soit par acte sous signatures privées signifié à la Société ou accepté par elle dans un acte authentique.

Ce nantissement donne lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, qui détermine le rang des créanciers nantis.

Le privilège du créancier gagiste subsiste sur les droits sociaux nantis, par le seul fait de la publication du nantissement.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1 ci-dessus, pour leur agrément à une cession de parts.

La Société doit notifier la décision des associés de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales, à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente, aux associés et à la Société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée, la Société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement, doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la Société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation ou la dissolution de la Société, dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la Société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 7 du présent paragraphe. Le non exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

3. - Forme des notifications prévues aux deux premiers paragraphes.

Le projet de cession de parts ou de nantissement en vue d'un agrément, la renonciation au projet de cession, la date de réalisation forcée des parts, sont notifiés par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

S'il résulte d'un acte sous seing privé et s'il n'a pas été accepté par elle dans un acte authentique, le nantissement des parts sociales est signifié à la Société par acte d'huissier de justice.

Les décisions de la Société et des associés sur la demande d'agrément, le nom du ou des acquéreurs proposés, l'offre de rachat par la Société, sont notifiés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toutes autres notifications ou significations sont faites, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par acte d'huissier de justice.

L'urgence justifie, en outre, dans tous les cas, le recours à ce dernier procédé.

4. - Transmission par décès.

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants-droit de l'associé décédé, qui ne sont pas soumis à agrément. Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci devient également associée sans être soumise à un agrément préalable.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants-droit doivent justifier de leur identité et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant toujours exiger la production de copies authentiques ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Ils doivent enfin justifier de la désignation d'un mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision, ainsi qu'il est prévu à l'article 10, paragraphe 5.

5. - Liquidation d'une communauté de biens entre époux.

La liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement des parts sociales au conjoint de l'associé, que si ce conjoint est agréé par décision unanime des Associés ; la procédure d'agrément étant soumise aux dispositions du paragraphe 1er ci-dessus.

Toutefois, à défaut d'agrément, le conjoint associé bénéficie d'une priorité d'achat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

La liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement des parts sociales au conjoint de l'associé, que si ce conjoint est agréé par la Gérance ; la procédure d'agrément étant soumise aux dispositions du paragraphe 1er ci-dessus.

Toutefois, à défaut d'agrément, le conjoint associé bénéficie d'une priorité d'achat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

6. - Reconnaissance de la qualité d'associé au conjoint d'un associé.

a) - En cas d'apports de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut, en application de l'article 1832-2 du Code Civil, notifier à la Société son intention d'être personnellement associé pour la moitié des parts sociales souscrites ou acquises.

Cette notification doit être faite dans les formes prescrites au paragraphe 3 qui précède et au plus tard la veille à dix sept heures du jour prévu pour la signature de l'acte considéré.

Si la notification intervient dans ces forme et délai prescrits, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux.

b) - Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint doit être agréé par décision unanime des Associés.

L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en considération pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de trois mois à compter de sa demande.

A défaut de notification dans ce délai, l'agrément est réputé accordé.

En cas de refus d'agrément dûment notifié, l'époux apporteur des biens ou souscripteur des parts demeure associé pour la totalité des parts concernées.

Article 13 - RETRAIT D'UN ASSOCIE

L'associé qui ne dispose pas d'acheteur pour ses parts sociales ne peut se retirer de la Société sans une autorisation donnée par une décision unanime des autres associés.

Toutefois, son retrait de la Société peut être autorisé par décision de justice, s'il est fondé sur de justes motifs.

L'associé autorisé à se retirer a droit à la valeur de ses droits sociaux qui sont achetés, soit par les autres associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetés par la Société elle-même. En cas de contestation, cette valeur est fixée par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Tout bien apporté par l'associé autorisé à se retirer qui se trouve encore en nature dans l'actif social, lui est attribué, sur sa demande et à charge de soulte s'il y a lieu. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle. Si la valeur du bien attribué donne lieu à contestation, elle est fixée par expertise dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

La valeur des droits sociaux de l'associé qui se retire est payable au plus tard dans les trois ans de la décision l'y ayant autorisé. Les sommes dues à ce titre portent intérêt au taux légal, payable annuellement à la date anniversaire de l'autorisation du retrait.

Lorsqu'un associé a demandé à se retirer de la Société conformément aux dispositions ci-dessus, les autres associés peuvent, à l'unanimité, décider la dissolution anticipée de la Société.

Article 14 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

1. - La Société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, nommées pour une durée illimitée, par décision collective adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérant de la Société, la décision qui la nomme indique le nom de ses représentants légaux dont le changement emporte rectification de l'acte de nomination.

2. - Tout gérant est révocable par une décision collective adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

La révocation peut également être prononcée par les Tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

S'il est associé, le gérant révoqué conserve ses parts sociales ; il ne peut se retirer de la Société que dans les conditions prévues à l'article 13, sans pouvoir invoquer un droit de retrait résultant directement de sa révocation.

3. - Tout gérant peut démissionner de ses fonctions à condition de notifier sa décision à tous les associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la prise d'effet de sa démission. Une démission sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts, si elle cause un préjudice à la Société.

Le gérant qui était associé et vient à perdre cette qualité, soit en cédant la totalité de ses parts, soit en se retirant de la Société par application des dispositions de l'article 13, est réputé démissionnaire d'office.

4. - Si, pour quelque cause que ce soit, la Société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

5. - Chacun des gérants engage la Société, sauf si les actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale donnée par la mention de la dénomination sociale avec les mots : " le gérant " ou " l'un des gérants ", le tout pouvant être apposé au moyen d'une griffe et devant être suivi de la ou des signatures.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

6. - Dans leurs rapports entre eux et avec leurs co-associés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires dont ils peuvent user ensemble ou séparément -sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue- pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, la location de biens appartenant à la Société et les hypothèques, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

7. - La nomination et la cessation de fonctions des gérants sont publiées conformément à la réglementation en vigueur.

Ni la Société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants ou dans la cessation de leurs fonctions, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

8. - Chaque gérant est responsable individuellement envers la Société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le Tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

9. - Les gérants peuvent percevoir une rémunération de leurs fonctions, fixée par une décision collective prise dans les mêmes conditions que la décision qui les nomme.

Ils ont droit, sur justification, au remboursement des frais exposés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 15 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

1. - Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés et résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés.

Les décisions peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans cet acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée générale est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et de se faire représenter à une assemblée par un autre associé muni de son pouvoir. La représentation des copropriétaires indivis de parts sociales se fait conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 10 qui régit aussi l'exercice des droits de l'usufruitier des nus-propriétaires de parts.

La convocation d'une assemblée ou la consultation écrite des associés sont faites par la gérance.

Un associé non gérant peut à tout moment par lettre recommandée demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Si la gérance fait droit à la demande, elle procède à la convocation de l'assemblée des associés ou à leur consultation par écrit. Sauf si la question posée porte sur le retard de la gérance à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque la gérance accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée ou consultation par écrit.

Si la gérance s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

2. - En cas de tenue d'une assemblée, celle-ci a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion, par lettre recommandée. Celle-ci indique l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit, à leurs frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour de l'assemblée porte sur la reddition de compte de la gérance, le rapport d'ensemble sur l'activité de la Société prévu à l'article 19, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés, sont adressés à chacun d'eux par lettre simple, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

L'assemblée est présidée par un gérant ou, le cas échéant, par le mandataire de justice chargé de la convoquer. A défaut, elle est présidée par un associé désigné à la majorité des associés présents ou représentés.

3. - En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, accompagné de tous les documents nécessaires à l'information des associés, ainsi qu'un bulletin de vote sur chaque résolution proposée, sont adressés à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre son vote par écrit. Passé ce délai, les votes ne seront plus reçus.

4. - Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus ne sont pas applicables lorsque tous les associés sont gérants.

5. - Toute délibération des associés est constatée par un procès-verbal indiquant les nom et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis aux associés, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

S'il s'agit d'une assemblée, le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président et un résumé des débats.

S'il s'agit d'une consultation écrite, la justification du respect des formalités prévues au paragraphe 3 ci-dessus et la réponse de chaque associé sont annexées au procès-verbal.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, s'il y a lieu, par le président de l'assemblée.

Ces procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège de la Société, coté et paraphé.

6. - Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre prévu au paragraphe précédent. Cette mention contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seing privé, ou sa copie authentique, s'il est notarié, est conservé par la Société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

7. - Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 16 - CONDITIONS REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Sous réserve des dispositions spéciales des présents statuts fixant des conditions particulières de majorité ou exigeant l'unanimité pour certaines décisions déterminées, les décisions collectives, pour être valablement prises, doivent être adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital si elles ne comportent aucune modification des statuts; et, celles qui comportent au contraire une telle modification, ainsi que celles portant sur toutes cessions et apports de biens et droits immobiliers appartenant à la Société, ne peuvent être valablement prises qu'à l'unanimité des associés.

En aucun cas, la modification des statuts ne peut augmenter les engagements d'un associé sans son consentement.

Article 17 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIES

Indépendamment des communications qui doivent lui être faites à l'occasion d'une assemblée ou d'une consultation écrite, conformément aux dispositions de l'article 15, tout associé non gérant a le droit, une fois par an, de prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la Société ou reçu par elle.

Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister d'un expert.

Tout associé non gérant a aussi le droit, une fois par an, de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Article 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le PREMIER FEVRIER et se termine le TRENTE ET UN JANVIER de chaque année.

Article 19 - REDDITION ANNUELLE DES COMPTES

La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comprendre un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé, comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Article 20 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les bénéfices nets de la Société sont déterminés, pour chaque exercice, déduction faite des frais généraux, et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions nécessaires.

Les bénéfices distribuables sont constitués par les bénéfices nets de l'exercice, diminués des pertes antérieures et augmentés des reports bénéficiaires.

Ces bénéfices sont à la disposition des associés et répartis à proportion du nombre de parts de chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, affecter tout ou partie de ces bénéfices à tous fonds de réserve avec ou sans destination spéciale, ou au report à nouveau.

Ils peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

Article 21 - PROROGATION - TRANSFORMATION - FUSION

Les associés peuvent, aux conditions de majorité requises à l'article 16 pour la modification des statuts, décider la prorogation de la durée de la Société, sa transformation, sa fusion avec une ou plusieurs autres sociétés, sa scission, sa dissolution anticipée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer cette consultation.

Chaque prorogation ne peut excéder Quatre Vingt Dix Neuf ans.

Quelle que soit la forme sociale nouvelle, la transformation régulière de la Société n'emporte pas création d'un être moral nouveau.

Si la transformation doit entraîner une aggravation de la responsabilité de certains associés à raison des dettes sociales, elle ne peut être valablement décidée sans le consentement de ces associés. Il en est de même de la fusion ou de la scission de la Société.

La fusion peut être réalisée soit par absorption de la Société par une autre, soit par la participation de la Société à la constitution d'une Société nouvelle. La transmission du patrimoine social par voie de scission se fait à des sociétés existantes ou à des sociétés nouvelles. Ces opérations peuvent intervenir même après la dissolution de la Société.

Article 22 - DISSOLUTION

1. - La Société prend fin :

. Par l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée, sauf prorogation effectuée conformément à l'article 21.

. Par la réalisation ou l'extinction de son objet.

. Par l'annulation du contrat de société.

. Par la dissolution anticipée prononcée par le Tribunal à la demande d'un associé pour justes motifs, notamment en cas d'inexécution de ses obligations par un associé ou de mésentente entre associés paralysant le fonctionnement de la Société.

. Par la dissolution anticipée prononcée par le Tribunal à la demande de tout intéressé, lorsque la Société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an.

2. - La dissolution anticipée de la Société peut toujours être décidée aux conditions de majorité requises à l'article 16 pour la modification des statuts, soit à l'unanimité des associés, autres que celui dont le cessionnaire de parts n'a pas été agréé, ou celui qui veut ou doit se retirer de la Société, dans les hypothèses prévues aux articles 12 et 13, et au dernier paragraphe du présent article, quelle que soit la fraction du capital représentée par ces autres associés.

3. - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Toutefois, si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la Société.

L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales, peut, à tout moment, dissoudre la Société par déclaration au Greffe du Tribunal de Commerce, en vue de la mention de la dissolution au Registre du Commerce et des Sociétés.

4. - Le décès d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la Société, qui continue dans les conditions prévues à l'article 12.

5. - La déconfiture, la faillite personnelle, la liquidation de biens ou le règlement judiciaire atteignant l'un des associés, n'entraîne pas la dissolution de la Société. L'intéressé perd, ipso-facto, la qualité d'associé et ses droits sociaux sont achetés ou rachetés pour être annulés, leur valeur étant déterminée en cas de contestation par un expert désigné, à défaut d'accord, par Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Toutefois, les autres associés peuvent, à l'unanimité, décider la dissolution de la Société.

Article 23 - LIQUIDATION - PARTAGE

1. - Hormis les cas de fusion ou de scission, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la dissolution de la Société, la mention "Société en Liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

2. - La dissolution met fin aux fonctions de gérant.

Le liquidateur est nommé par décision collective adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné, à la demande de tout intéressé, par Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant sur requête. Tout intéressé peut former opposition à l'Ordonnance dans le délai de quinze jours à dater de la publication de la nomination. Cette opposition est portée devant le Tribunal de Grande Instance. Le Tribunal peut désigner un autre liquidateur.

Le liquidateur peut être révoqué dans les mêmes conditions.

L'associé entre les mains duquel sont réunis toutes les parts sociales et qui procède à la dissolution de la Société, par déclaration au Greffe du Tribunal de Commerce, est liquidateur de la Société à moins qu'il ne désigne une autre personne pour exercer cette fonction.

La nomination et la révocation du liquidateur ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication qui est faite dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et doit contenir les indications fixées par la réglementation en vigueur.

Ni la Société ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la révocation du liquidateur, dès lors que celle-ci a été régulièrement publiée.

3. - Le liquidateur représente la Société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour achever les affaires en cours, réaliser, même à l'amiable, l'actif social, payer le passif exigible et répartir le solde disponible, sous réserve des dispositions du paragraphe 6 ci-dessous, concernant la reprise d'un apport en nature.

L'acte de nomination peut apporter des restrictions à ces pouvoirs sans que celles-ci doivent être adoptées aux conditions requises pour la modification des statuts. Ces restrictions ne sont opposables aux tiers qu'à condition d'avoir été publiées en même temps que la nomination, conformément à la réglementation en vigueur.

Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, si plusieurs liquidateurs ont été nommés, ils peuvent exercer leurs fonctions séparément. Toutefois, les documents soumis aux associés sont établis et présentés en commun.

Au cours de la liquidation de la Société, le liquidateur accomplit, sous sa responsabilité, les formalités de publicité incombant aux représentants légaux de la Société. Notamment, toute décision entraînant modification des mentions publiées dans l'avis de nomination fait l'objet de la même publication que ces mentions.

4. - La rémunération des liquidateurs est fixée par la décision qui les nomme. A défaut, elle l'est postérieurement, à la demande du liquidateur, par Ordonnance sur requête du Président du Tribunal de Grande Instance.

5. - La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

Quelle que soit la nature de l'acte qui les nomme, les liquidateurs doivent rendre compte aux associés de l'accomplissement de leur mission, dans les conditions déterminées par l'acte de nomination, ou à défaut, au moins annuellement sous forme d'un rapport écrit décrivant les diligences qu'ils ont effectuées pendant l'année écoulée.

La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés, après approbation des comptes définitifs de la liquidation. A défaut d'approbation des comptes ou si la consultation des associés s'avère impossible, il est statué sur les comptes et, le cas échéant, sur la clôture de la liquidation, par le Tribunal de Grande Instance, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

Les comptes définitifs, la décision des associés et, s'il y a lieu, la décision judiciaire prévue à l'alinéa précédent, sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

La Société est radiée du Registre du Commerce et des Sociétés sur justification de l'accomplissement des formalités prescrites au présent paragraphe et de la publication de l'avis de clôture de la liquidation.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le Ministère Public ou tout intéressé peut saisir le Tribunal, qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

6. - Après paiement des dettes et remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales.

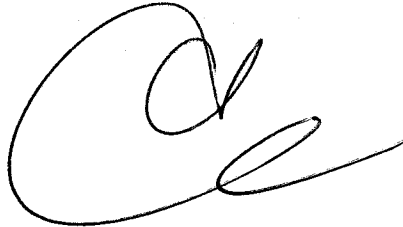
Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Tous les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux. Leurs rapports sont alors régis, à la clôture de la liquidation, en ce qui concerne ces biens, par les dispositions relatives à l'indivision.

Article 24 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient survenir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, soit entre les associés, les gérants et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a smaller 'd' and a long, sweeping horizontal stroke.